

Libre-propos

Un " Plan Marshall " pour le secteur éducation

Par Jean Claude KOMBILA MALOUANGOU*

1945, la Deuxième guerre mondiale s'est enfin terminée. L'Allemagne et ses principaux alliés (Italie, Japon) ont été vaincus. Les conséquences sont désastreuses. Des millions de morts, des villes détruites, l'économie des pays européens est en déliquescence. La famine accable les populations touchées par le conflit. Il faut reconstruire l'Europe. C'est une urgence, mais l'argent manque. Il est rare. Les USA, par contre, baignent dans la prospérité. Leur situation économique est enviable, car, le pays a vendu du matériel militaire, notamment à la France, dans le cadre de la politique du "cash and carry". L'URSS est affaiblie, mais cherche des espaces d'expansion de son idéologie communiste. Alors, il faut aider l'Europe à se reconstruire et barrer la route au danger du communisme. La mise en application de cette idée va se réaliser au travers du "Plan Marshall", du nom du Général Georges Marshall, Secrétaire d'Etat américain de l'époque. Le 5 Juin 1945, ce dernier expose, à l'Université Harvard, la volonté du gouvernement américain de contribuer au rétablissement de l'Europe.

C'est ainsi qu'entre 1947 et 1952, les Etats-Unis vont consacrer plus de treize (13) milliards de dollars de l'époque (dont onze milliards en dons) à la reconstruction des 16 pays européens. Cette enveloppe pourrait être évaluée, à notre époque, entre 130 et 230 milliards de dollars, près de 115 000 milliards de francs CFA. Quelques principaux bénéficiaires (en millions de dollars) sont : la Grande Bretagne (3.156), la France (2.438), l'Italie (1.508), la République fédérale d'Allemagne (aujourd'hui dissoute (1.390), les Pays-Bas (1.083), la Grèce (706,7), l'Autriche (677,8) etc.

Cette aide massive favorisera un relèvement rapide de l'économie des Etats européens. C'est ainsi, qu'entre 1948 et 1952, le Produit national brut (PNB) de l'Europe de l'Ouest fera un bon de 32% (passant de 120 à 160 milliards de dollars).

La santé financière des pays européens, aujourd'hui, est le fruit de cet effort consenti par les USA, même si cette aide pouvait avoir un relent hégémonique sur les plans politique et économique.

Un tel plan est une nécessité, une urgence dans le secteur éducation (telle une perfusion à un malade) pour le guérir des maux dont il souffre depuis nombre d'années. En effet, tout le monde sait qu'il manque : des salles de classes pour diminuer le ratio des élèves par salle, lequel frôle les 80 voire 90 élèves dans certains établissements, des tables-bancs (entre 30 et 50 mille), des livres, du matériel informatique, des enseignants dans le secondaire (plus de 1000), surtout dans les matières scientifiques.

SOLUTION PERENNE • Il est vrai que le gouvernement, malgré les contraintes budgétaires consécutives à la baisse du prix du baril de pétrole, consent des efforts louables pour améliorer la situation. Pour preuve, plus de cinq cent (500) salles de classes ont été construites depuis près de 5 ans sur l'ensemble du territoire national, il y a eu un recrutement significatif d'enseignants, le relèvement des salaires, le paiement massif des rappels (notamment en 2012), etc. Toutefois, un gros effort reste à faire au regard de la situation globale du secteur.

Car, il faut avoir le courage de le dire, la crise qui y demeure tire ses origines dans la persistance de ces principaux maux indiqués. Et ces lignes de faiblesses créent le lit aux revendications des centrales syndicales. En effet, la construction des établissements, la production des tables-bancs, le recrutement de plus d'enseignants, la mise en fonctionnement des internats, constituent autant de motifs de revendications de certains syndicats, même si les questions pécuniaires prédominent et pèsent dans le déclenchement des grèves dans un secteur de l'éducation sans cesse en ébullition ces dernières années.

Le Gouvernement est capable de trouver des réponses pérennes aux différentes situations existantes dans ce secteur, puisqu'il l'a fait dans le domaine de la santé. En effet, l'on sait, qu'en l'espace de six ans, plus de 1000 milliards de francs CFA ont été investis dans la construction d'infrastructures sanitaires et d'autres vont certainement suivre.

Dans ce secteur, notre pays est l'un des plus dotés d'Afrique (toutes les provinces en sont pourvues et de très bonne facture) même si certains produits (médicaments, notamment) manquent souvent. Les centres hospitaliers d'Angondje, d'Owendo, sont les meilleures preuves de ces efforts, de cette volonté gouvernementale à améliorer les conditions sanitaires de notre nation. Ceux de Libreville et de Jeanne Ebori en phase de finition viendront compléter ce panel d'établissements sanitaires érigés suivant les normes internationales.

Mais qu'en est-il du secteur éducation? L'effort d'investis-



Photo : DR

Jean-claude Kombila Malouangou

tissement a-t-il été le même? Bien sûr que Non ! Le monde de l'éducation est malade. D'où l'urgence de se pencher à son chevet. Les jeunes sont l'avenir de notre pays. La jeunesse d'aujourd'hui est la clef de voûte qui favorisera l'émergence à l'orée 2025. Quelques soient les politiques qu'on peut mettre aujourd'hui en œuvre, elles requièrent des hommes et des femmes bien formés et motivés.

EXEMPLE COREEN • Mais, lorsque dans le cursus de formation d'un élève, il lui manque des enseignements dans certaines matières par défaut d'enseignants, il est évident que son niveau ne pourra pas être satisfaisant, par conséquent ses performances ne pourront pas être optimales demain sur le plan professionnel. A beau donc investir dans plusieurs autres secteurs, la formation reste une priorité des priorités.

D'ailleurs, à travers le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), colonne vertébrale de son projet de société "l'Avenir en confiance", le Président de la République l'affirme avec force : "Le développement du capital humain doit permettre d'offrir une éducation de qualité à tous pour favoriser l'ascension sociale, de doter la nouvelle économie du Gabon Emergent des qualifications et compétences dont elle a besoin..."

Cette volonté du Chef de l'Etat n'est malheureusement pas traduite en acte et cela peut constituer un sérieux frein à la matérialisation d'une vision partagée par le peuple gabonais, lequel sait que tout développement passe par la formation. Et l'histoire du monde est remplie d'exemples des pays qui l'ont compris et mis en pratique. Contentons-nous d'en référer à deux : la Corée du Sud et la Finlande. Pays asiatique de près de 53 millions d'habitants, la Corée se situait au même niveau de développement que plusieurs Etats africains autour des années 1950. Son Produit intérieur brut (PIB) par habitant était inférieur à 100 dollars et son espérance de vie avoisinait les 54 ans; une large part de sa population (58%) était analphabète.

Mais, aujourd'hui, son PIB est de l'ordre de 35 000 dollars (2014) et ses habitants vivent en moyenne jusqu'à 79 ans. Et selon certaines, désormais, 64% de la classe d'âge des 25-34 ans, dispose d'un diplôme universitaire alors qu'en Europe, ce taux n'est en moyenne que de 48%.

Samsung, marque connue dans le monde entier pour ses produits variés (téléphone, électroménager, etc.), est le symbole parfait de cette Corée gagnante et conquérante. Et cette réussite, ce développement fulgurant de la Corée dénommée "Pays du matin calme", le doit à un investissement massif dans l'éducation, qui est, là-bas, une véritable religion.

AMBITION • Car en effet, dans cette Nation y règne le culte de la performance. La compétition est féroce entre les élèves. Les dépenses d'éducation par foyer sont parmi les plus élevées au monde, parce que la réussite s'est inscrite dans les mentalités de tous. Alors le système de tutorat s'est installé partout et l'Etat est obligé de prendre des mesures spécifiques pour réguler l'activité : "Pour empêcher les neurones de surchauffer, dit Cheng Tang, le

Gouvernement a imposé un couvre-feu sur les activités des établissements de tutorat privés : depuis 2008, il leur est interdit de donner des cours après 22h. Quelques patrouilles nocturnes traquent les tuteurs délinquants, mais elles ne suffisent pas à la tâche". En 2012, les taux de scolarisation en Corée étaient les suivants : pré-primaire (70%) ; primaire (96%); secondaire (95%); supérieur (94%). Ces statistiques montrent la performance de l'école coréenne et expliquent son développement époustouflant.

L'investissement optimal dans le ce secteur de l'éducation a permis de hisser la Corée en peloton de tête dans les classements mondiaux sur le niveau des élèves. L'un des plus prestigieux est le "Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA).

Les enquêtes PISA mesurent l'acquisition des savoirs et des compétences de 65 pays dans le monde par des tests réalisés sur les élèves de 15 ans tous les 3 ans. En 2012, les élèves coréens étaient classés au 4° rang mondial derrière Singapour, Hong Kong et Taïwan (France, 25è, USA, 36è. C'est donc grâce à l'éducation que ce pays est sorti de la pauvreté et est devenu actuellement la 13è puissance économique du monde.

Quant à la Finlande. Pays de 5 millions d'habitants, cette nation d'Europe du Nord est l'exemple de réussite par le biais de l'école. En effet, depuis plus d'un demi-siècle, la Finlande a érigé l'éducation en priorité nationale et valorisé le métier d'enseignant dont le prestige est identique à celui du médecin ou de l'avocat.

La-bas, tous les élèves sont pris en charge par l'Etat (transport, alimentation, etc.) et il n'existe pas d'établissements privés. L'on ne peut donc s'étonner de voir que ses élèves soient parmi les plus performants au monde. En effet, dans le cadre des enquêtes PISA (déjà évoquées), ils occupaient, en 2013, la 2è place en lecture, en compréhension de texte, ainsi qu'en maths et en sciences. Grâce donc à un système éducatif performant, la Finlande s'est transformée, au fil d'années, en vivier de l'éducation. Le pays de NOKIA, connu à travers le monde, a désormais, en matière de chômage, l'un des taux les plus bas d'Europe (3,8%).

En somme, investir dans l'éducation est le meilleur gage en vue de matérialiser l'ambition de développement nourrie à la fois par le Gouvernement, le Président de la république, chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et par l'ensemble du peuple gabonais. La "priorisation" de ce secteur passe ainsi par l'affectation d'une assiette budgétaire conséquente pour régler, une bonne fois pour toutes, les questions liées aux tables bancs, aux infrastructures (salles de classe), aux documents, aux équipements de tout genre, et aussi par le recrutement massif d'enseignants.

Mais il existe une condition sine qua non pour que le système puisse générer un rendement optimal : la valorisation du métier d'enseignant. Cette thématique fera l'objet de la prochaine réflexion.

*Enseignant à l'Université Omar Bongo (UOB), Département d'études Ibériques.

